

**DE EZIO GARIBALDI
À JACQUES COTTA.
NICE DE 1942 À 1945**

Par J.L.PANICACCI

Depuis le printemps 1942, la situation économique de Nice s'était quelque peu améliorée en raison d'une politique de grands travaux et d'une certaine reprise touristique.

Par contre, la situation politique devenait plus confuse. Le retour de Laval au pouvoir avait déterminé un certain durcissement des organismes vichyssois, notamment à l'encontre des juifs et des modérés.

La fixation à Nice d'une section de la police des questions juives, suivie des premières déportations d'israélites étrangers en septembre et des violences organisées aux dépens de la communauté juive de Nice par les S.O.L. et les P.P.P. en témoignent.

La collaboration devint un thème souvent repris et développé dans la presse ou dans des réunions publiques. Il se créa d'ailleurs un "Groupe Collaboration".

La haine des Alliés était insufflée peu à peu dans le cerveau des gens, avec plus ou moins de succès.

Une querelle survint, à propos de la Promenade des Anglais, entre Jean Médecin et les S.O.L. qui voulaient la débaptiser et avaient ôté ses plaques.

Le maire de Nice était également, de concert avec l'évoque et le Préfet, la cible des attaques des Gruppi d'Azione Nizzarda (G.A.N.), mouvement irrédentiste dirigé par le général de la milice fasciste Ezio Garibaldi, descendant du condottiere du Risorgimento, et dont l'organe " Il Nizzardo " diffusait des informations polémiques et vindicatives.

De mars à Novembre 1942, Ezio Garibaldi entama une véritable tournée politique à travers l'Italie, agrémentée de discours incendiaires, de rassemblements des "Volontari Nizzardini" et de serments. Il se rendit plusieurs fois à Nice même pour prendre des contacts avec les G.A.N. locaux et préparer son plan d'annexion.

Ce mousquetaire du fascisme voulait la "Larche sur Nice" des chemises noires, vingt ans après la marche héroï-comique sur Rome. Un bataillon de chemises noires portait le nom de "Nizza" et on faisait scander aux jeunes le slogan "Nizza nostra".

Mais, malgré tous les efforts déployés par ce hiérarque de la milice fasciste, le mouvement irrédentiste ne put obtenir de Mussolini l'autorisation de se livrer à une opération du genre de celle qu'avait menée d'Annunzio à Fiume.

La situation internationale ne s'y prêtait guère, compte tenu de l'affaiblissement italien en Méditerranée et du retour de Laval au pouvoir à Vichy.

La capitulation de l'Afrique française du Nord, consécutive au débarquement des Alliés, permit aux troupes de l'Axe d'occuper à titre préventif le midi de la France.

La Côte d'Azur passait sous la domination italienne et beaucoup de Niçois craignaient alors de voir leur cité annexée comme cela avait été le cas pour Menton deux ans plus tôt.

La période de l'occupation italienne s'accompagna d'une disette sérieuse, des premiers attentats et bombardements, d'une répression massive bien que peu meurtrière et des prétentions transalpines à l'italianité de Nice.

Le ravitaillement laissa fortement à désirer du fait de la disparition des arrivages en provenance de l'Empire (blé dur, olives, arachides, cacao, agrumes, tomates, vin), de l'extension du rationnement à d'autres produits du moindre potentiel calorifique des rations attribuées par le ravitaillement général, de la pauvreté des marchés locaux (résultant de l'essor du marché noir) et des restrictions apportées à l'achat de la propriété paysanne.

La consommation de viande diminua dans des proportions inquiétantes: alors qu'il eût fallu 700 tonnes de viande par mois pour satisfaire les quelque 250.000 bouches de la localité, celle-ci n'en reçut que 270 en novembre 1942, 160 en février 1943 et 52 en juin 1943.

L'activité économique fut quelque peu ralentie en raison de la léthargie croissante du port, mais l'arrivée de plusieurs milliers d'israélites parmi les plus aisés permit à l'hôtellerie et à la restauration de réaliser une saison honorable.

La présence de ces éléments cosmopolites donna un coup de fouet au marché noir qui devint certainement la branche la plus florissante de l'économie locale; malgré les mesures prises par

les pouvoirs publics et les sanctions à l'encontre des commerçants et intermédiaires (200 en novembre 1942, 300 en janvier 1943, 600 en août), on ne put endiguer son développement.

La vie politique fut particulièrement intense, polarisée autour de trois points: le problème juif, le durcissement de la Révolution nationale et la présence italienne.

Nice était devenue le refuge de vingt mille israélites, plus ou moins traqués par les services allemands et vichyssois.

Paradoxalement, si l'on tient compte que le gouvernement fasciste avait adopté une législation raciale en 1938, les Italiens, militaires et carabiniers en tête, entravèrent l'activité de la police des questions juives et du S.D.

Cette attitude résultait de la conjonction de plusieurs facteurs: volonté d'affirmer par quelque moyen que ce fut la souveraineté italienne sur la région niçoise, volonté de démontrer une certaine indépendance vis à vis des Allemands et, surtout, des intrigues nouées par le banquier juif Angelo Donati auprès des autorités militaires italiennes.

Elle se concrétisa par le refus de laisser déporter en zone allemande des juifs étrangers (parmi lesquels des Italiens) et par la protection assurée à tous les israélites pourvus de papiers en règle ou en instance de régularisation.

Des piquets de carabiniers montaient la garde à proximité du Centre d'accueil de la Fédération des Sociétés juives, afin d'empêcher les interpellations de juifs par la police française.

Les Italiens ne se contentèrent pas d'assurer leur protection aux israélites afin de démontrer leur souveraineté dans la zone d'occupation. Ils surveillèrent de très près les agissements des mouvements paramilitaires tels que la Légion, le S.O.L., puis la Milice, qu'ils reléguèrent dans une position d'officine de propagande antigauilliste et anticommuniste, dans la crainte de les voir fomenter des mouvements anti-italiens.

Ils multiplièrent les remontrances à Vichy relatives à l'attitude des personnalités niçoises qui ne leur offraient aucune garantie ou qui leur témoignaient une froide hostilité: le Préfet, le Maire et l'Évêque. Ils obtinrent le rappel du Préfet, ainsi que l'exil du Maire, tandis qu'ils procédaient à l'expulsion d'un commissaire de police.

Un climat favorable à l'italianisation de Nice existait alors, d'autant plus que les G.A.N. s'agitaient et que des parutions pseudo-scientifiques accréditaient la thèse de l'italianité de Nice: "Nizza nella storia", "Nizza italiana" et "Come Nizza divenne francese".

La profonde satisfaction éprouvée par "Il Nizzardo" lors du départ de Jean Médecin, "cet anti-italien acharné, gaulliste enragé qui avait fait de la mairie un bastion communiste" témoigne de la volonté d'Ezio Garibaldi et de son mouvement de travailler au retour de Nice à la "Patrie" par des moyens autres que militaires.

Mais le jour même du départ du Maire, le Luce est mis en minorité devant le Grand Conseil du Fascisme, puis arrêté. Badoglio et le parti monarchiste reprenaient le dessus en Italie, ce qui signifiait l'abandon d'un certain nombre de slogans du fascisme, notamment "Nizza nostra". Ezio Garibaldi perdait tout espoir de racheter par son labeur, le "lâche abandon de Nice par Cavour".

Si les mouvements de la dévolution Nationale ne disposaient que d'une liberté de Manœuvre restreinte sous l'occupation italienne, en revanche il leur était accordé une très large liberté d'expression dans le domaine de la propagande intérieure et internationale. Les conférences et les réunions ne manquaient pas. La Milice apparut et diffusa une idéologie voisine du nazisme alors que la Légion, abandonnée par le gros de ses adhérents affirma un penchant réactionnaire nettement marqué dans ses chroniques.

Le durcissement de la Révolution Nationale est marqué par l'essor de la Milice et l'institution du service du travail obligatoire (S.T.O.).

Face à l'occupant et à un régime vichyssois fascisant, la Résistance s'étoffa quelque peu mais elle commit un grand nombre d'erreurs: mauvais cloisonnement et manque de discrétion notamment, qui lui coûtèrent des pertes considérables. La villa Lynwood et les prisons de

la Ligurie sont alors pleines de Niçois.

Le 6 septembre 1943, l'Italie capitule.

Les soldats transalpins abandonnent la cité dans un grand désordre, entraînant à leur suite quelques centaines de juifs, tandis que les unités motorisées allemandes sillonnent la ville, désarment les uns et arrêtant les autres.

La capitulation italienne entraîna l'aggravation des conditions d'existence des Niçois. La situation alimentaire empira, en raison des multiples bombardements des voies ferrées et du pont du Var, et des réquisitions allemandes portant sur les terrains agricoles de la vallée du Var.

Ainsi disparaissait la production locale et s'amenuisaient les arrivages extérieurs.

Le premier semestre de 1944 fut particulièrement pénible: on n'y consomma que de 5 à 60 tonnes de viande par mois. L'économie locale et à l'image du port, agonisait. La population fut dispersée à la suite des diverses évacuations des secteurs dangereux et des catégories de population inactive: il n'y avait plus que 190.000 habitants en avril 1944 et 160.000 en août.

La localité fut défigurée à la suite des travaux défensifs entrepris par les Allemands, surtout sur le front de mer d'où ils éliminèrent la Jetée-Promenade.

La vie politique passa sous le signe des actions de guérilla urbaine et des opérations de représailles entre les résistants, les collaborateurs et les Allemands. Les mouvements collaborateurs profitèrent de la débandade italienne pour se hisser au premier plan de l'actualité, bousculant puis écartant les notables locaux.

Le départ de Jean Médecin les avait autant satisfaits que celui des Italiens. En effet, malgré son effacement peu coutumier et son attitude relativement favorable à la Révolution nationale, le maire de Nice apparaissait aux yeux de la plupart des collaborateurs comme un modéré, voire comme un attentiste. Après son départ, une place était à prendre.

Le docteur Tourtou, adjoint au maire et secrétaire fédéral du P.P.F. pouvait être l'homme de la situation, puisque son parti dominait, et qu'il bénéficiait de la sympathie de l'occupant. Il n'en fut rien. La Résistance le fit exécuter sur les marches de l'hôpital St-Roch, en octobre 1943.

Sa mort fut à l'origine du déchaînement des P.P.F. dans les mois qui suivirent, concrétisé par de multiples exécutions sommaires et tortures de résistants.

La ville n'était plus sûre et, lorsque Darnand et Henriot vinrent parler au Palais des Fêtes, les orateurs gouvernementaux, malgré la présence d'un service d'ordre imposant, eu égard au faible nombre de spectateurs, avaient, à proximité de leur main, un pistolet posé sur le pupitre.

La Résistance profita de la présence allemande pour fortifier ses rangs et diversifier ses activités. Des contacts furent pris entre les divers mouvements et de cette concertation naquit le Comité de Libération clandestin (C.D.L.) dont les principaux représentants étaient Alex Roubert et Jacques Cotte.

Le C.D.L. ne se contenta pas de coordonner l'activité des mouvements résistants; il entreprit de préparer la relève politique de Vichy et les séances étaient polarisées autour des mêmes points: la mairie, la presse et l'épuration.

Cette assemblée était dominée par des personnalités modérées, mais, en juillet 1944, après une vague d'arrestations et de fuites, le C.D.L. fut repris en main par une majorité communiste qui prépara la libération de Nice.

Le 15 août, les Alliés avaient débarqué à cinquante kilomètres de Nice et les Allemands préparaient leur retraite et les inévitables destructions qui en découleraient. Le C.D.L. prit alors la décision de l'insurrection, le soir du 27 août.

Cette initiative était destinée à soulager les partisans durement attaqués dans l'arrière-pays en opérant une diversion, à prévenir les destructions allemandes (ports, gares, central téléphonique, vieille ville), mais aussi à s'emparer d'un certain nombre d'édifices avant l'arrivée des Américains (mairie, préfecture, journaux) prenant ainsi un gage sérieux sur l'avenir.

Les combats de la Libération, le 28 août, coûtèrent la vie à une vingtaine d'Allemands et à une quarantaine de Niçois; les destructions avaient été évitées en grande partie, hormis le port, et

le Front National siégeait à l'Hôtel de ville et à la préfecture, en compagnie du C.D.L.

Le 30 août, les Américains faisaient leur entrée en ville, dans la liesse générale.

Bien que libérée, Nice n'allait pas pour autant connaître la quiétude. La période de la Libération fut très mouvementée, avec des manifestations de ménagères, la reconstruction de la cité meurtrie au milieu du retour des luttes électorales, de l'épuration et de la présence de milliers de militaires alliés.

Les Niçois, dans l'ensemble, mangèrent mieux qu'auparavant mais de façon très irrégulière, si bien que les manifestations de mécontentement populaire ne manquèrent pas, car on ne pouvait plus tolérer la souffrance une fois disparus l'occupant et le régime de Vichy. Aussi, le 28 janvier 1945, vingt mille personnes scandèrent-elles: "Nous avons faim!" place Masséna à l'appel de la C.G.T.

La reconstruction fut lente, en raison de l'ampleur des destructions et du minage. Cinquante mille mines avaient été déposées sur le territoire de la localité par les Allemands et elles firent une quarantaine de victimes. On n'en fut débarrassé qu'en janvier 1946.

La vie quotidienne se ranima quelque peu avec la liberté retrouvée, les spectacles à volonté et les faits divers provoqués par l'apparition de plusieurs milliers de militaires alliés (agressions nocturnes, accidents de la circulation, recrudescence spectaculaire de la prostitution et du marché noir).

La vie politique fut particulièrement intense et se caractérisa avant tout par une liberté d'expression rare, due à l'intolérance réciproque des résistants et à l'absence d'un pouvoir fort dans la commune.

L'épuration était au centre de toutes les conversations mais elle s'avéra peu efficace, malgré les exhortations à la plus grande fermeté des journaux issus de la résistance. Une cinquantaine de personnes furent victimes de règlements de comptes et on les retrouva mitraillées sur les collines ou une grosse pierre au cou, au fond de la rade de Villefranche. Cette épuration "parallèle", pour meurtrière qu'elle fut, ne concerna que des comparses.

L'épuration officielle fut plus lente et plus clémentine. Des trois mille personnes arrêtées, quelques centaines seulement passèrent devant la Cour de Justice ou la Chambre civique. Les peines d'indignité nationale l'exportèrent de loin sur les peines d'emprisonnement. Il y eut six fusillés sur une vingtaine de condamnés à mort. La collaboration économique ne fut pratiquement pas poursuivie et les deux journaux déçus se virent condamner à des peines dérisoires: confiscation du quart des biens pour le "Petit Niçois" et de 5% des biens pour l'"Éclaireur". Quant à leurs patrons et à certains de leurs collaborateurs, qui s'étaient rendus coupables d'intelligence avec l'ennemi, aucune poursuite ne fut engagée contre eux.

Les querelles politiques abondèrent (tensions entre les responsables des deux C.D.L. successifs, affaire du préfet Moyon refusé par le Front national parutions de l'"Espoir" et de "La Liberté", problème de l'épuration politique) et elles débouchèrent sur la division de la Résistance, assortie de la coupure entre communistes et socialistes.

Ce fait essentiel caractérise les élections municipales d'avril-mai 1945 où s'affrontèrent surtout la liste commune, patriotique et antifasciste reconduite par le député Virgile Barel, président de la Délégation spéciale, et la liste républicaine, socialiste et de la résistance, conduite par Jacques Cotta, qui l'emporta.

Le succès de Jacques Cotta ne pouvait faire illusion; il était du aux voix modérées de la clientèle médeciniste qui répugnait à porter ses suffrages sur la liste commune.

Le grand vainqueur de ces élections était, bien qu'il ne se fût pas présenté, Jean Médecin, qui obtint quand même 15.000 voix au premier tour et qui comptait de nombreux partisans dans le conseil municipal élu.

Le maintien de la localité dans le modérantisme politique et le retour en force de l'homme qui représentait cette tendance, Jean Médecin, furent amplement démontrés aux élections cantonales, où le sénateur l'emporta sur le nouveau maire. Un an après la Libération,

le médeciniste frappait un grand coup à la porte du pouvoir municipal, occupé quelques mois par un communiste puis par un socialiste.

De Ezio Garibaldi à Jacques Cotta, en passant par Adolphe Tourtou et Virgile Barel, le corps électoral demeurait fidèle à celui qui s'était rallié à Vichy avant d'en être la victime, à celui qui avait affronté le courroux italien et celui de la plupart des résistants.

Malgré les transformations sociales, les transferts de population et les évènements douloureux, Nice demeurait le fief de Jean Médecin, lequel fut élu maire en 1947, bouclant ainsi la parenthèse de la Libération.

Jean-Louis PANICACCI.